

Le Président du Conseil Départemental,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 3221-3 alinéa 3 ;  
**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;  
**Vu** la délibération n° DL\_AP 2021\_0197 du Conseil Départemental de Mayotte en date du 01 juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental  
**Vu** la délibération DL\_AP2021\_0202 du Conseil Départemental de Mayotte en date du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attribution du Conseil départemental données au Président ;  
**Vu** la délibération n° DL\_AP2021\_0201 du Conseil Départemental de Mayotte en date du 19 juillet 2021 relative à la délégation de fonction et signature donnée au Président pour la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;  
**Vu** l'arrêté n° 108/DRHFIPRP/FPT/CD/2018 du 18 janvier 2018 portant nomination dans le cadre d'emploi des attachés territoriaux de Monsieur Nabilou ALI BACAR, mis à disposition au Conseil Economique, Social et Environnemental de Mayotte,

**SUR PROPOSITION DU DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES,**

**ARRETE,**

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à **Monsieur Nabilou ALI BACAR, Directeur du Conseil Economique, Social et Environnemental de Mayotte**, et en son absence, à Thomas ALLEMENT, Chargé d'études, à l'effet de signer, au nom du Président du Conseil départemental de Mayotte et dans le cadre de ses attributions, les documents suivants :

- **Documents administratifs :**
  - Les correspondances et bordereaux **internes** ;
  - Les notes de services **internes**;
- **Documents concernant les agents placés sous son autorité :**
  - Autorisation de congés et absences
  - Les bulletins d'inscription aux formations relevant de la cotisation des agents, dispensées par le CNFPT
  - Sanctions disciplinaires de premier groupe, après avis du Directeur général des services
- **Documents de gestion :**
  - La certification du service fait
  - Les ordres de mission
  - Les engagements de dépense n'excédant pas **10 000€ et dans la limite du budget annuel attribué**
  - Les opérations de recouvrement concernant la gestion de la structure

**ARTICLE 2 :** Le présent acte administratif peut être déféré devant le Tribunal administratif de Mayotte dans un délai de deux mois à compter de sa signature.

**ARTICLE 3 :** Toutes dispositions antérieures et contraires à la présente délégation sont abrogées et remplacées par le présent arrêté qui est applicable à la date de sa signature.

**ARTICLE 4 :** Madame la Directrice générale des Services et le Payeur départemental, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Mamoudzou, le

**29 AVR. 2025**

**Certifié exécutoire conformément à l'article L. 3131-1 et L. 4141-1 du code général des collectivités territoriales.**

Transmis au contrôle de légalité le :

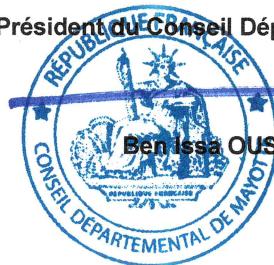
Signature de l'intéressé le :

**29/04/2025**

Publié au Recueil des actes administratifs le :

Affiché le :

**Le Président du Conseil Départemental**



**Ben Issa OUSSENI**